La société Le Nickel (1880-1914). Une entreprise au cœur de la naissance de l'industrie du nickel

Yann Bencivengo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ephaistos/297>

DOI : 10.4000/ephaistos.297

ISSN : 2552-0741

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012

Pagination : 104-108

ISSN : 2262-7340

Référence électronique

Yann Bencivengo, « *La société Le Nickel (1880-1914). Une entreprise au cœur de la naissance de l'industrie du nickel* », *e-Phaïstos* [En ligne], I-1 | 2012, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ephaistos/297>

Yann Bencivengo

***La société Le Nickel (1880-1914).
Une entreprise au cœur de la naissance de l'industrie
du nickel***

Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Centre d'Histoire des Techniques (C2HST/EA 127)
Soutenu le 13 mars 2010
3 vol. : 636 p., 395 p., 349 p. (annexes, illustrations, cartes)

Directeur de thèse :

Mme Anne-Françoise GARÇON, professeur, Université
Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Jury :

M. Denis WORONOFF, professeur émérite à l'Université
Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Président)

M.-Philippe MIOCHE, professeur à l'Université d'Aix-
Marseille (rapporteur)

M. Philippe GROS, ingénieur géologue, ancien président
directeur général de la société Le Nickel-SLN (rapporteur)

M. Jean-Claude DAUMAS, professeur à l'Université
Franche-Comté, Besançon (Examineur)

M. Michel NAEPELS, chargé de cours au CNRS. Maître
de conférence à l'École polytechnique (Examineur)

Comment en suis-je arrivé à vous présenter aujourd'hui cette thèse sur l'histoire d'une société, la société Le Nickel (SLN), dont je connaissais à peine l'existence avant mon arrivée en Nouvelle-Calédonie en 1993 ? Ce travail est à la fois l'aboutissement d'un parcours logique et le fruit du hasard.

Tout cela a commencé bien avant d'entamer des études d'histoire. J'ai toujours été attiré par les traces des activités industrielles : carrières abandonnées, ouvrages ferroviaires désaffectés, bâtiments d'anciennes usines etc. C'est ce qui peut aussi expliquer que je sois aujourd'hui adhérent au CILAC et attaché à la conservation du patrimoine industriel.

Quant à mes études universitaires, le point de départ de mon orientation vers l'histoire des techniques, celle des techniques minières en particulier, est le TD qu'assurait Paul Benoît en deuxième année de DEUG. Paul Benoît n'a pas manqué d'inviter ses étudiants à s'inscrire l'année suivante en Licence au cours d'histoire des sciences et des techniques auquel était rattaché le TD qu'il animait sur l'histoire des mines. C'est ce que j'ai fait.

De fil en aiguille, j'ai été amené à participer aux campagnes de fouilles archéologiques qu'il dirigeait à la mine de Pampailly dans les monts du Lyonnais et dans les minières situées aux abords de l'abbaye cistercienne de Fontenay en Côte-d'Or. Logiquement, j'ai préparé un mémoire de maîtrise portant sur la métallurgie à la fin du Moyen-Âge sous la direction conjointe de Robert Fossier et de Paul Benoît. Ce mémoire portait sur l'artisanat du métal à Évreux à la fin du Moyen-Âge.

Le hasard – hasard voulu parce qu'après tout, étant devenu enseignant d'histoire-géographie entre-temps, j'en avais fait la demande – c'est ma nomination dans un collège de la banlieue de Nouméa. Je suis finalement resté un peu plus de six ans en Nouvelle-Calédonie.

Dès avant mon départ pour Nouméa, j'ai évidemment pensé aux mines de nickel et Paul Benoît m'a conseillé de prendre contact avec Denis Woronoff en vue de l'éventuelle préparation d'une thèse.

Une fois installé en Nouvelle-Calédonie, j'ai rencontré Paul De Deckker qui dirigeait un DEA à l'Université du Pacifique. À la vue de mon cursus, il m'a immédiatement proposé d'étudier l'histoire de la SLN dont les archives dites "historiques" avaient été ouvertes au public trois ans auparavant. À ma grande surprise, aucun étudiant calédonien ne s'était engagé dans cette recherche. Peut-être fallait-il que ce soit une personne extérieure qui s'en occupe en raison des relations parfois ambivalentes qu'entretiennent les habitants de la Nouvelle-Calédonie avec la SLN.

La question de l'intérêt de cette étude ne s'est quasiment pas posée tellement il était évident. La société Le Nickel est la plus ancienne société métallurgique et minière du secteur du nickel au monde, elle a longtemps dominé sans partage l'économie minière locale, elle a profondément marqué l'histoire du pays depuis plus d'un siècle. Il restait à définir sous quel angle cette étude pouvait être menée.

Paul De Deckker était particulièrement intéressé par l'aspect politique que pouvait revêtir cette étude.

Cela tenait à son parcours personnel et à ses centres d'intérêt. Comme le savent ceux d'entre vous qui le connaissaient, parallèlement à ses travaux scientifiques, ce qui passionnait Paul De Deckker, qui nous a quittés en juillet dernier, c'était les relations publiques. Il était une sorte de passeur d'idées, il aimait servir d'intermédiaire, il aimait mettre les gens en relation, il connaissait en quelque sorte le «Tout Pacifique».

Ce qui l'avait frappé, c'était le fait que lors de sa visite à Nouméa en 1966, le général De Gaulle avait refusé de visiter l'usine de Doniambo. Il m'avait donc conseillé de chercher entre autres dans cette direction, à propos notamment de la Seconde Guerre mondiale. Paul De Deckker voyait aussi dans la connaissance du passé de la SLN, la possibilité d'une meilleure compréhension de la question de la maîtrise des ressources minières, question qui était alors au cœur des débats politiques locaux à l'approche de l'échéance de 1998 fixée par les accords de Matignon-Oudinot.

On pouvait alors penser que les archives que la SLN avait ouvertes au public pouvaient receler des informations sur ces questions étant donné qu'elles s'éten-daient jusqu'à la fin des années 1950. En fait, l'étude de ces archives et la découverte progressive des lacunes qui existaient dans la connaissance de l'histoire des mines calédoniennes et celle des premiers temps de l'industrie du nickel m'ont amené à me concentrer sur les débuts de la société, à étudier tous les aspects que pouvaient revêtir ses activités et à les replacer dans le cadre de l'économie minière locale et de l'industrie du nickel au niveau mondial. Par ailleurs, je ne voulais pas analyser le passé de l'entreprise en y cherchant à toute force des éléments expliquant la situation actuelle, même s'il est évident que toute histoire est aussi celle de l'époque à laquelle elle est écrite par le choix de la grille d'analyse.

Le fonds de départ est donc constitué de la série historique des archives de la SLN à Nouméa qui a été classée par l'archiviste Daniel Peter en 1991.

Il est vite apparu que ce fonds conséquent (environ 450 boîtes) est très inégal. Certaines séries sont très

riches comme les feuilles de paie ou la correspondance avec le siège parisien, mais dans l'ensemble il s'agit d'un fonds assez disparate constitué de documents issus de services qui exécutent les ordres du siège. En outre, avant les premières années du XX^e siècle, les documents sont relativement rares. Bref, il était difficile de comprendre le fonctionnement d'ensemble de l'entreprise à partir de ces seules sources.

Il fallait absolument compléter ce fonds par des documents de la direction générale à Paris. Par ailleurs, il était indispensable d'éclairer les archives internes par des documents externes.

J'ai donc commencé à travailler aux Archives de la Nouvelle-Calédonie, à la bibliothèque Bernheim (Nouméa) et au Service des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie.

J'ai profité de plusieurs voyages en France pour compléter les premières recherches que j'avais effectuées pour le DEA au Centre des Archives de l'Outre-Mer à Aix-en-Provence. J'ai ensuite visité plusieurs centres d'archives publiques dont le Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix où sont conservées les archives du groupe Rothschild, les Archives Nationales, ou la bibliothèque de l'École des Mines de Paris. Mes recherches m'ont aussi conduit à consulter des archives privées comme celles de Jules Garnier, à rencontrer des personnes qui avaient déjà étudié certains aspects de la question et qui m'ont transmis des documents qu'ils avaient pu récupérer ou même sauver de la destruction. Je pense par exemple à Jean-Paul Portelet, ancien cadre de l'usine du Havre qui avait publié un ouvrage sur l'histoire de cette usine, ou bien à Georges Miret qui a dirigé le centre de Thio et qui avait conservé des copies de nombreux documents présentés au musée de la mine de Thio qu'il a contribué à créer.

Mais la découverte décisive fut celle des registres des procès-verbaux du conseil d'administration et des assemblées générales de la société Le Nickel conservés alors par Eramet dans un entrepôt situé non loin de Coulommiers. Je tenais enfin le fil conducteur à partir duquel je pouvais bâtir mon étude.

La méthode de travail que j'ai adoptée a consisté à effectuer un constant va-et-vient entre l'étude des archives, les enquêtes de terrain et les discussions avec des spécialistes ou des acteurs des divers aspects abordés dans mon étude.

Concernant les archives, il n'était pas question de dépouiller tous les fonds de la même manière. Certains devaient être étudiés *in extenso*. C'est le cas des archives de la SLN à Nouméa et à Paris auxquelles j'avais directement accès. Cependant, pour certaines séries très importantes par leur volume, je pense aux feuilles de paie, il a fallu procéder par sondage, par tranche, à des dates qui m'ont semblé être les plus pertinentes en fonction de l'évolution du recrutement, des événements externes à la société (Première Guerre mondiale) ou simplement de l'état des sources (la série des feuilles de paie commence en 1900). J'ai aussi dépouillé de façon exhaustive les collections microfilmées de deux journaux locaux, *La France Australe* et *Le Bulletin du Commerce*. Il s'agissait de connaître l'évolution de la perception locale des activités de la société sur l'ensemble de la période étudiée. Pour les autres fonds d'archives, j'ai évidemment opéré des choix à partir des inventaires. J'ai utilisé de nombreuses sources imprimées, le rapport Glasser de 1904 est la plus remarquable. J'ai aussi eu recours à l'iconographie et aux cartes et plans anciens. J'ai enfin utilisé avec beaucoup de précautions les ressources de l'Internet.

Pour le terrain, j'ai profité des excursions organisées par l'association locale des professeurs d'histoire-géographie qui donnaient souvent accès à des sites généralement fermés au public. J'ai aussi effectué de nombreuses visites de mon propre chef.

Il m'a fallu trouver, contacter et gagner la confiance des différents spécialistes ou acteurs de l'économie minière ou de l'histoire du pays que je voulais interroger. Pour cela il faut du temps et la notion du temps en Nouvelle-Calédonie n'est pas tout à fait la même que celle que nous avons en Europe. Heureusement j'ai bénéficié des conseils, de l'entregent et des résultats des travaux de mes collègues historiens calédoniens. Et quand Frédéric Angleviel m'a proposé de diriger un petit livre

sur l'histoire des mines (*101 mots pour comprendre la mine en Nouvelle-Calédonie*), j'ai saisi l'occasion pour à la fois établir des liens de confiance avec mes interlocuteurs et surtout apprendre.

J'ai appliqué cette méthode somme toute très classique alliant archives, terrain, et rencontres, pour préparer un article publié dans *L'Archéologie industrielle en France* sur l'usine électrométallurgique de Tao. Il s'agissait d'un galop d'essai qui m'a aussi permis de prendre la mesure du temps nécessaire à la rédaction de la thèse.

Enfin, justement au niveau de la rédaction, j'ai fait relire certains chapitres par des spécialistes des questions qu'ils traitaient afin de vérifier l'exactitude de faits pour lesquels je n'avais pas le niveau technique requis (géologie, techniques minières, métallurgie, comptabilité)

La première difficulté à surmonter au début de ma recherche était ma méconnaissance quasi-totale du pays où je venais d'arriver. J'ignorais presque tout de son histoire, de sa géographie, de sa société et de son économie. Cela pouvait avoir pour avantage de porter un regard neuf, mais il fallait absolument que je m'informe. Hormis les lectures, les interventions des nombreux professeurs, témoins, acteurs politiques, juristes ou ethnologues, que Paul De Deckker faisait venir dans les cours du DEA « Espaces, Temps et Sociétés du Pacifique insulaire », m'ont été extrêmement utiles. Mon propre travail d'enseignant m'a amené à apprendre l'histoire du pays et à en découvrir la géographie. Enfin, la préparation du livre sur la mine m'a aussi beaucoup apporté.

La deuxième difficulté est la contrainte géographique. L'extrême étirement des distances qui pèse sur les activités de la SLN, pesait aussi sur ma propre recherche. Il fallait consulter des fonds d'archives très éloignés les uns des autres. Il fallait prendre contact, s'informer à distance. Or, malgré l'usage du fax (je n'ai pu régulièrement utiliser l'Internet qu'à partir de 2000 à mon retour en métropole), j'ai souvent constaté que la présence physique est irremplaçable. Par exemple,

jusqu'à ma venue à la Tour Montparnasse pour y étudier les archives centrales d'Eramet, je n'ai pu obtenir aucune information sur ces archives. En revanche, dès mon arrivée, j'ai été très bien reçu et toute facilité m'a été donnée.

À l'inverse, c'est grâce à l'Internet et au service remarquable des Archives de la Nouvelle-Calédonie que j'ai pu obtenir à distance la reproduction de documents (photographies, feuilles de paie) qui me manquaient encore après mon dernier passage à Nouméa.

Tout cela a pris du temps. À la contrainte géographique se conjugue celle du temps nécessaire pour recueillir les informations. Je ne citerai qu'un seul exemple. À partir de l'adresse d'une résidence de vacances des frères Hébert qui ont participé à la fondation de la société, adresse trouvée dans un procès-verbal du Conseil d'administration, il m'a fallu, après bien des détours, un peu plus d'un an pour retrouver et rencontrer à Paris l'un de leurs descendants.

Le temps qui a été nécessaire pour mener à bien cette recherche est aussi le résultat d'un choix délibéré : celui de contextualiser les activités de la société. Étant donné que les travaux sur les premiers temps de l'activité du nickel étaient rares et que, généralement, ils étaient soit anciens, soit focalisés sur une question très limitée, soit élaborés selon des problématiques qui ne correspondaient pas à mon questionnement, il m'a fallu défricher le champ historique des activités minières locales et de l'industrie du nickel. Il fallait établir avant de discuter. Il n'y a rien d'original ici, mes collègues calédoniens qui m'ont précédé dans la préparation d'une thèse portant sur l'histoire de la Nouvelle-Calédonie ont été confrontés au même problème.

Dans la volonté de faire œuvre utile, voire de référence, j'ai éprouvé le besoin d'atteindre un certain degré de précision dans l'établissement de certains faits pour étayer solidement les résultats de ma recherche.

La découverte progressive de la richesse des sources à ma disposition m'a conduit à tenter de réaliser une histoire totale de l'entreprise, non tant pour

la connaissance de l'histoire de l'entreprise elle-même que pour essayer de comprendre l'ensemble du fonctionnement d'une entreprise de cette nature dans le contexte de la colonisation. Ce travail pourrait servir à la fois d'exemple mais aussi souligner le caractère exceptionnel de la société Le Nickel par rapport à la plupart des sociétés minières et métallurgiques dont les activités étaient basées en Nouvelle-Calédonie, ou plus largement dans d'autres possessions de l'empire colonial français.

Résultat : alors que j'ai étudié les archives jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, j'ai dû limiter la thèse à 1914.

Dans les résultats de cette recherche on ne trouvera ni scoop, ni coup de tonnerre par rapport à ce qui était déjà connu sur l'histoire de la société Le Nickel. En revanche, je crois qu'on y trouvera des éléments solides et précis à la fois dans la chronologie, l'importance et la nature exacte des activités, l'organisation générale de la société et son insertion dans le marché mondial du nickel.

Ce long travail m'a donné l'occasion d'éprouver quelques petits bonheurs propres à ce genre de recherche. Par exemple, alors que je tentais vainement de retrouver des informations sur la première usine de la société à Septèmes dont l'existence n'a laissé aucune trace, ni dans les documents conservés aux archives départementales, ni dans la mémoire locale, c'est au détour d'une phrase prononcée par un historien local que je n'ai pu contacter que par téléphone que j'ai pu retrouver les scories signalant l'emplacement de l'usine. Autre belle découverte : le fonds photographique Maxime Meyer qui venait d'être déposé aux Archives de la Nouvelle-Calédonie quelques semaines avant mon dernier passage sur le Caillou en 2002. La richesse de ce fonds, conjugué à la découverte d'anciens plans dans un service de l'usine de Doniambo, a totalement changé la perspective quant à la connaissance des installations techniques de Thio.

Mais parallèlement, cette recherche a donné lieu à des pistes suivies sans succès (en Australie, au Creusot

ou dans les archives militaires) et à quelques frustrations : peu d'éléments sur les usines européennes, difficulté pour comprendre la perception de la mine par les Kanak, peu de chose à dire à propos de l'impact sur l'environnement faute de données tangibles sauf à déclarer des banalités, difficulté de mesurer la force et les réseaux d'influence de la société. Autre type de frustration : la mention par les sources d'un document très intéressant qui n'existe plus. Enfin, le sentiment d'être peut-être passé à côté de sources possibles que je n'ai pas repérées à travers les inventaires ou qui sont encore enfouies dans un grenier.

Le vœu que je forme à l'issue de ce travail c'est qu'il soit utile. Utile en constituant une base de référence (d'où l'importance des annexes que j'ai retenues). Utile en suscitant de nouvelles recherches (par exemple l'interaction avec la société kanak, conditions de travail et de vie de la main-d'œuvre, étude d'autres sociétés locales, je pense notamment à Ballande dont les archives demeurent inexploitées). Utile en étant l'objet de critiques qui permettront de dégager de nouvelles approches.

Je souhaite aussi qu'il attire l'attention des institutions locales sur la conservation du patrimoine industriel calédonien.

Je souhaite enfin qu'il incite Eramet, comme l'a déjà fait sa filiale Le Nickel-SLN, à verser dans un fonds public ses archives centrales anciennes si riches d'enseignement avant qu'elles ne soient irrémédiablement perdues ou dispersées à la suite d'un nouveau déménagement lié aux restructurations que connaît régulièrement l'organisation du groupe.